

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 JUIN 1928.

Projet de loi apportant des modifications aux articles 13, 36 et 67 des lois coordonnées sur les pensions militaires ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VAN HOECK.

MESSIEURS,

Le projet de loi, apportant des modifications aux articles 13, 36 et 67 des lois coordonnées sur les pensions militaires, a rencontré, en séance du 23 février 1928, l'unanimité des sections.

Comme il est dit dans l'exposé des motifs, le projet de loi, qui est soumis à notre délibération vise, en ordre principal, à fixer clairement les droits de certaines veuves d'invalides ou d'anciens combattants, dont la situation ne peut actuellement être définitivement réglée, en raison des lacunes ou de l'ambiguïté des textes en vigueur.

Aussi, en déposant le projet de loi n° 87, le Gouvernement n'a-t-il pas entendu apporter à l'article 13 de la loi du 31 juillet 1923, des modifications de principes qui auraient étendu davantage encore le caractère généreux des dispositions en vigueur et engendré des charges nouvelles. Il n'a voulu — nous le répétons — que rendre plus clair le texte de l'article 13 et procéder, dans un esprit très large, aux mises au point nécessaires.

Nous nous expliquons.

Par analogie avec ce qui est prévu à l'article 12, pour la pension dite d'invalidité, la loi du 31 juillet 1923 a accordé, à la veuve, le droit à une pension réduite, lorsque la blessure, la maladie ou l'infirmité a été *causée* durant le service, *mais non par le fait du service* et pour des motifs indépendants de la volonté du militaire intéressé. Le législateur, cependant, semble avoir perdu de vue, à ce moment, que l'article 12 susdit avait étendu le bénéfice de la pension réduite aux militaires ayant participé à la campagne 1914-1918, lorsque les blessures, infirmités ou maladies préexistantes s'étaient *aggravées* durant le service, mais non par le fait du service, accompli entre le 1^{er} août 1914 et le 30 septembre 1919. Il paraît légitime, qu'en pareil cas, le bénéfice d'une pension réduite soit également accordé à la veuve. C'est ce que prévoit le texte nouveau proposé pour le § I de l'article 13.

(1) Projet de loi, n° 87.

(2) La section centrale, présidée par M. Pirmez, était composée de MM. Galopin, Frenliën, Brutsaert, Gelders, Van Hoeck, Goffaux.

Pour le surplus, il est entendu que le dernier alinéa du dit § I n'enlève nullement à la veuve le droit d'invoquer, le cas échéant, le bénéfice de la présomption d'origine, de la même manière et dans les mêmes conditions que le défunt eût pu l'invoquer lui-même.

En second lieu, le § III de l'article 13 nouveau érige en principe que, pour qu'il y ait possession de droits, il faut que le militaire ou l'ancien militaire défunt ait introduit une demande de pension d'invalidité dans les délais impartis et ait pu obtenir en conséquence une pension d'*invalidité de guerre*. Cependant s'il est décédé sans avoir fait valoir ses droits, le projet supplée à sa négligence ou à son ignorance, par une fiction; il suppose qu'il a introduit une demande le jour de son décès.

D'autre part, en insérant au 2° du second alinéa de l'article 13 actuel, la disposition organique accordant aux veuves d'invalides de guerre à 60 % au moins, une pension égale au tiers du principal de la pension du mari, lorsque ce dernier n'est pas décédé des suites de son invalidité, le législateur semble avoir écarté du bénéfice de cette disposition particulière, les veuves dont le mariage est antérieur à la blessure ou à la maladie causale de l'invalidité (1^{er} alinéa de l'art. 13), ce qui serait, de toute évidence, inconcevable. Afin qu'aucun doute ne puisse exister à ce sujet, la disposition dont il s'agit a été reprise et complétée pour former le § III de l'article 13 nouveau.

La modification apportée à l'article 36 est la conséquence de la nouvelle disposition prévue à l'article 13.

L'article 67 constitue une simple modification à la composition de la juridiction d'appel, en diminuant celle-ci de deux unités.

MESSEURS,

Dans les séances des sections, ainsi qu'en celles de la sections centrale, des membres se sont efforcés d'obtenir de reculer la limite du délai dans lequel le mariage doit avoir été contracté pour que la veuve puisse prétendre à pension, et de fixer, par mesure de bienveillance, en concordance avec les délais accordés aux anciens combattants pour revendiquer une pension d'invalidité, la date-limite jusqu'à la fin de 1929 par exemple.

D'autres ont demandé pour la veuve le droit à une pension viagère équivalente au tiers du principal de la pension d'invalidité accordée ou susceptible de revenir au défunt, ainsi qu'aux majorations prévues à l'article 37, si l'invalidité reconnue au mari s'élève à 60 % au moins du chef d'affections ou infirmités contractées ou aggravées du fait de la guerre et à 30 % au moins du chef de blessures ou affections ayant donné lieu à l'octroi d'un chevron de blessure (catégorie d'invalides de guerre très intéressante).

D'aucuns même ont insisté que la loi accorde dans tous les cas une pension à la veuve d'un invalide de guerre, c'est-à-dire quelle que soit la cause du décès de ce dernier, quelle que soit aussi l'époque à laquelle le mariage a été contracté.

Pour saisir la portée exacte de cette revendication, il importe de vous exposer succinctement les dispositions actuellement en vigueur en faveur des veuves d'invalides de guerre :

1° Lorsque le décès est dû aux blessures ou infirmités pour lesquelles l'invalidité était pensionné ou avait des droits à pension, la veuve aura droit à la pen-

sion complète, même si le mariage est *postérieur* à l'origine des blessures ou infirmités, mais à condition qu'il ait été contracté 5 ans au plus tard après la démobilisation de l'armée et qu'il ait duré un an au moins ;

2° Lorsque le décès *n'est pas dû aux blessures ou infirmités* de l'invalidé, la veuve aura droit à une pension de réversion égale au tiers du principal de la pension d'invalidité du mari, à condition que ce dernier, *soit invalide de guerre à 60 % au moins* (c'est-à-dire grand invalide) et que le mariage soit antérieur à l'origine des blessures ou infirmités ou, s'il est postérieur, qu'il ait été contracté 5 ans au plus tard après la démobilisation de l'armée et ait duré un an au moins.

Au surplus, dès que la veuve obtient une pension, quel qu'en soit le taux, elle a droit à la majoration légale pour chaque enfant âgé de moins de 18 ans, issu de son mariage avec l'invalidé défunt.

Bien que nous pouvons affirmer qu'aucune législation étrangère ne contient, en faveur des veuves d'invalides, des dispositions aussi généreuses que nos lois coordonnées actuelles, votre rapporteur, Messieurs, s'est adressé néanmoins à l'honorable Ministre de la Défense Nationale pour lui demander son consentement à quelques dispositions que la Fédération nationale des invalides de la guerre — qui a certes toute notre sympathie — et certains membres de la section centrale auraient voulu introduire dans le dit projet de loi.

L'honorable Ministre de la Défense Nationale a cru devoir émettre un *non possumus* formel.

En effet, il nous fit connaître qu'étant donné l'objet du projet de loi en question, qui est uniquement de mettre au point les textes actuels, le Gouvernement a décidé qu'il ne pouvait, en principe, accepter que ce projet soit l'objet de modifications qui auraient pour effet de créer des droits nouveaux et des dépenses supplémentaires.

Et l'honorable Ministre de la Défense nationale de conclure : « Il ne m'est donc pas possible, dès lors, de vous marquer mon accord au sujet des changements que vous avez bien voulu soumettre à mon appréciation. »

. * .

Dans ces conditions la majorité de la section centrale vous propose, Messieurs, d'approuver purement et simplement le projet de loi, tel qu'il nous est soumis par l'honorable Ministre de la Défense Nationale.

Le Rapporteur,
A. VAN HOECK.

Le Président,
MAURICE PIRMEZ.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 JUNI 1928.

Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 13, 36 en 67
der samengeordende wetten op de militaire pensioenen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER VAN HOECK.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 13, 36 en 67 van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen droeg de eenparige goedkeuring weg van de afdeelingen, ter vergadering van 23 Februari 1928.

Zooals in de Memorie van Toelichting gezegd wordt, wil het wetsontwerp, dat u ter behandeling is voorgelegd, in de eerste plaats duidelijk de rechten bepalen van sommige weduwen van invaliden of oudstrijders, wier toestand nu onmogelijk op definitieve wijze kan geregeld worden om reden van de leemten of de dubbelzinnigheid der van kracht zijnde teksten.

Ook heeft de Regeering, met het indienen van dit wetsontwerp (n° 87), aan artikel 13 van de wet van 31 Juli 1923 geene principieele wijzigingen willen brengen, die de groote voordeelen van de bestaande bepalingen nog verder zouden uitgebreid en nieuwe lasten zouden meegebracht hebben. Zij heeft alleen, wij herhalen het, den tekst van artikel 13 duidelijker willen maken, en in ruimen geest de noodige aanpassingen willen doen.

Verklaren wij nader.

Bij vergelijking met wat voorzien is in artikel 12 voor het zoogenaamd invaliditeitspensioen, verleent de wet van 31 Juli 1923 aan de weduwen het recht op een verminderd pensioen, wanneer de kwetsuur, de ziekte of de gebrekkigheid *veroorzaakt* werd onder dienst, *maar niet door het feit van den dienst* en door oorzaken die niet afhankelijk zijn van den wil van den betrokken militair. De wetgever schijnt echter op dit oogenblik uit het oog verloren te hebben, dat voornoemd artikel 12 het voordeel van het verminderd pensioen had uitgebreid tot de militairen die hebben deelgenomen aan den oorlog van 1914-1918, wanneer de reeds bestaande verwondingen, ziekten of gebrekkigheden *verergerd* waren gedurende den dienst, maar niet voor het feit van den dienst, volbracht tusschen 1 Augustus 1913 en 30 September 1919. Het komt ons billijk voor dat,

(1) Wetsontwerp, n° 87.

(2) De *middenafdeeling* bestond uit de heeren Pirmez, voorzitter, Galopin, Picallien, Brutsaert, Gelders, Van Hooeck, Goffaux.

in dergelijk geval, het voordeel van het verminderd pensioen ook uitgebreid worde tot de weduwe. Dit voorziet de nieuwe tekst voorgesteld voor § 1 van artikel 13.

Bovendien, is het wel begrepen dat de slotalinea van deze § 1 geenszins aan de weduwe het recht onttrekt om, in voorkomend geval, het voordeel in te roepen van het vermoeden van ontstaan, op dezelfde wijze en onder dezelfde voorwaarden als de afgestorvene dit zelf had kunnen doen.

Vervolgens voert § III van het nieuwe artikel 13 het principe in, dat de overleden militair of de oud-militair, eene aanvraag tot het bekomen van een invaliditeitspensioen moet ingediend hebben, binnen de vastgestelde termijnen, en dat hij dienvolgens een pensioen van oorlogsinvalide heeft kunnen bekomen. Onder die voorwaarden is er bezit van rechten. Zoo de militair echter overleden is zonder zijne rechten te hebben doen gelden, dan voorziet het ontwerp een middel om de gevolgen van de nalatigheid of de onwetendheid te verhelpen; het veronderstelt dat hij eene aanvraag heeft ingediend op den dag van zijn overlijden.

Anderzijds, door de opneming in het 2° van de tweede alinea van het huidige artikel 13 der organieke beschikking, waarbij aan de weduwen van oorlogsinvaliden met ten minste 60 t. h. invaliditeit, een pensioen wordt toegekend dat het derde van de hoofdsom van het pensioen van den echtgenoot belooft, wanneer deze laatste niet overleden is ten gevolge van zijne invaliditeit, schijnt de wetgever het voordeel van deze bijzondere beschikking te hebben onttrokken aan de weduwen wier huwelijk plaats greep vóór het ontstaan der wonde of der ziekte waaruit de invaliditeit is gevolgd (eerste alinea van art. 13) hetgeen natuurlijk onbegrijpelijk zou zijn. Opdat er te dien opzichte geen twijfel zou bestaan, werd bedoelde beschikking aangevuld en zij maakt de § III uit van het nieuwe artikel 13.

De wijziging in artikel 36 is het gevolg van de nieuwe beschikking voorzien in artikel 13.

Artikel 67 bevat eene eenvoudige wijziging van de samenstelling der rechtbank van beroep die met twee eenheden wordt verminderd.

MIJNE HEEREN.

In de vergaderingen der afdeelingen alsmede in die der Middenafdeeling, hebben sommige leden getracht den termijn te verruimen binnen welken het huwelijk moet voltrokken zijn, opdat de weduwe recht hebbe op een pensioen. Zij hebben voorgesteld, uit welwillendheid en in overeenstemming met de termijnen toegestaan aan de oudstrijders tot het aanvragen van een invaliditeitspensioen, een grens-datum, aan het einde van 1929 b. v., vast te stellen.

Anderen hebben voor de weduwe het recht op een lijfrente voorgesteld, die het derde van de hoofdsom zou belooopen van het invaliditeitspensioen dat toegekend werd of kon toegekend worden aan den overledene; zij stelden ook voor aan de weduwe een recht te verleenen op de verhoogingen, voorzien in artikel 37, zoo de erkende invaliditeit van den echtgenoot ten minste 60 t. h. belooft wegens ziekten of gebreken, ontstaan of verergerd uit hoofde van den oorlog, en 30 t. h., ten minste, uit hoofde van wonden of ziekten die aanleiding hebben gegeven tot verleening van een verwondingschevron (zeer belangwekkende categorie van oorlogsinvaliden).

Sommigen zelfs hebben er op aangedrongen, dat de wet *in alle gevallen* een pensioen aan de weduwe van een oorlogsinvalide zou verleen, eender welke de oorzaak van het overlijden is geweest, eender op welk tijdstip het huwelijk werd aangegaan.

Om de juiste beteekenis van dezen eisch te vatten, is het noodig de thans van toepassing zijnde bepalingen op de weduwen van oorlogsinvaliden bondig uiteen te zetten :

1° Wanneer het overlijden *toe te schrijven is aan verwondingen of gebrekkelijkheden* wegens dewelke de invalide werd gepensionneerd of recht had op pensioen, heeft de weduwe recht op het volle pensioen, zelfs indien het huwelijk werd aangegaan *nadat* de verwondingen of de gebrekkelijkheden werden opgedaan, op voorwaarde echter dat het huwelijk werd aangegaan uiterlijk vijf jaren na de demobilisatie van het leger en dat het ten minste één jaar heeft geduurd :

2° Wanneer het overlijden *niet toe te schrijven is aan verwondingen of gebrekkelijkheden* van den invalide, heeft de weduwe recht op een levenslang pensioen ten bedrage van één derde der hoofdsom van het invaliditeitspensioen van den echtgenoot, op voorwaarde dat hem *ten minste 60 t. h. invaliditeit werd toegekend* (groote invalide) en dat het huwelijk werd voltrokken vóór het ontstaan der verwondingen of der gebrekkelijkheden of, indien het huwelijk daarna werd aangegaan, dat het dan werd voltrokken uiterlijk vijf jaren na de demobilisatie van het leger en ten minste één jaar heeft geduurd.

Bovendien, van zodra de weduwe een pensioen bekomt van welk bedrag ook, heeft zij recht op de wettelijke verhooging voor elk kind beneden 18 jaar, dat uit haar huwelijk met den overleden invalide is gesproten.

Ofschoon wij kunnen bevestigen, dat in geen ander land zulke milde bepalingen werden getroffen ten voordeele der weduwen van invaliden als in onze samengeordende wetten er wordt gehuldigd, heeft uw verslaggever zich niettemin tot den achtbaren Minister van Landsverdediging gewend om hem zijne instemming te vragen met enkele bepalingen welke het Nationaal Verbond der Oorlogsinvaliden — dat gansch onze sympathie wegdraagt — en sommige leden der middenafdeeling graag in het wetsontwerp wenschten te lассhen.

De achtbare Minister van Landsverdediging heeft echter gemeend daarop met een volstrekt *non possumus* te moeten antwoorden.

Hij liet ons inderdaad verstaan dat, vermits het aanhangige wetsontwerp enkel ten doel heeft de bestaande teksten bij te werken, de Regeering beslist heeft, dat zij, in beginsel, geene wijzigingen kon aannemen, die nieuwe rechten zouden tot stand brengen en daaruit voortvloeiende bijkomende uitgaven.

Dienvolgens, besloot de achtbare Minister van Landsverdediging : « Het is mij dus niet mogelijk U mijne instemming toe te zeggen betreffende de wijzigingen welke gij mij ter beoordeeling wildet voorleggen. »

. . .

Onder deze omstandigheden, stelt de middenafdeeling u voor, Mijne Heeren, het ontwerp zooals het ons door den achtbaren Minister van Landsverdediging werd voorgelegd, eenvoudig aan te nemen.

De Verslaggever,
A. VAN HOECK.

De Voorzitter,
MAURICE PIRMEZ.